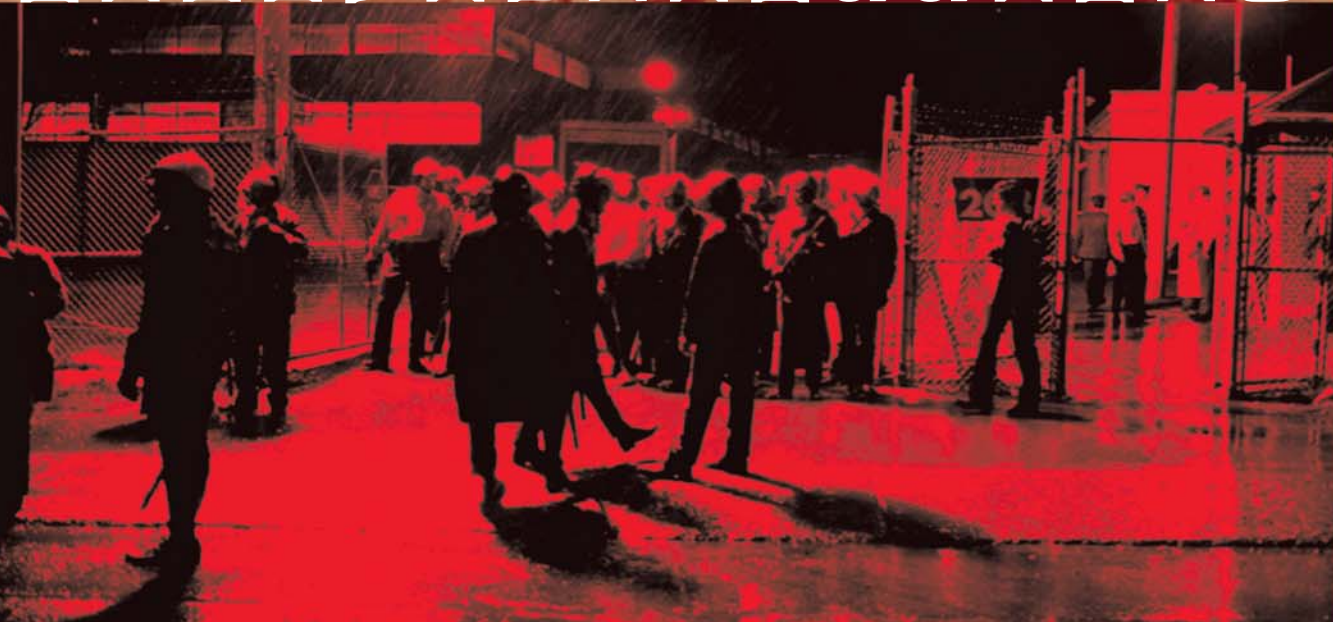




LA FORMULE RAND EST VITE DEVENUE UN MODÈLE DE LA SÉCURITÉ SYNDICALE DANS LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES



## LA GRÈVE DE LA UNITED AIRCRAFT, en 1974

Au Québec, la longue et rude grève menée par 2 000 travailleuses et travailleurs de la United Aircraft (aujourd'hui Pratt and Whitney), membres de la section locale 510 des TUA, débute le 7 janvier 1974 et se poursuit pendant 20 mois. C'est l'une des plus longues et des plus violentes grèves de l'histoire canadienne. Déclenchée au départ pour les salaires et les avantages, cette grève cherche par la suite à obtenir la reconnaissance syndicale et la formule Rand. C'est l'un des affrontements les plus importants des années 1970.

- Elle établit les TUA au Québec comme un syndicat militant qui appuie les droits nationaux de la province et qui n'a pas peur de livrer les batailles les plus dures du mouvement des travailleurs.
- La grève de la United Aircraft crée des tensions entre les TUA du Canada et la direction du syndicat international, qui mènent à la croissance du nationalisme canadien et incitent le Québec à demander l'autonomie au sein du syndicat.
- La brutale répression policière contre les travailleurs des TUA retourne la population contre le gouvernement fédéral et contribue à faire élire le Parti Québécois (PQ) en 1976.
- Cette grève aide à faire pression sur le gouvernement du PQ pour que la formule Rand (retenue à la source des cotisations syndicales) soit appliquée à toutes les travailleuses et tous les travailleurs syndiqués du Québec en 1977. (dues check-off) for all unionized Quebec workers in 1977.

Pour de nombreux Québécois :

*La grève a fini par symboliser le refus des Québécois d'être traités comme des colonisés par une multinationale basée à l'étranger qui refuse d'accepter les normes devenues courantes en Ontario, la province voisine.*

**Sam Gindin, Les Travailleurs canadiens de l'automobile, 1995, p. 164**

En raison des sentiments anti-français exprimés par la compagnie (dont le siège social est au Connecticut), la grève devient rapidement une cause pour les TUA et les mouvements syndicaux canadiens et québécois. Les TUA injectent de l'argent dans la grève et le conseil exécutif international des TUA vote pour accorder des fonds supplémentaires. Toutefois, Emil Mazey, alors secrétaire-trésorier des TUA, s'oppose à la motion de soutien de la grève. Il veut qu'elle se termine et, alors que le directeur canadien, Dennis McDermott, est à l'étranger, il envoie des lettres aux grévistes et à toutes les sections locales du Canada, accusant la section locale 510 d'avoir commis une fraude en vue de tirer des avantages supplémentaires. Cette lettre est trompeuse, car en fait les fonds sont affectés à l'aide d'urgence destinée aux grévistes. Le geste de Mazey risque de fragiliser la position du syndicat dans le conflit avec la United Aircraft.

Lors de la réunion suivante du Conseil canadien, Dennis McDermott, furieux, dénonce Emil Mazey, et reçoit l'appui pour sa résolution condamnant les actions de ce dernier. C'est la première fois qu'un directeur canadien demande de renverser une question de politique de grande portée :

*À la suite d'un étrange retournement de situation, la sensibilité à l'égard du nationalisme québécois ouvre la voie à une expression fondamentale de la souveraineté et du nationalisme du Canada.*

**Sam Gindin, Les Travailleurs canadiens de l'automobile, 1995, p. 164**

La United Aircraft engage des briseurs de grève pour faire fonctionner l'usine. À la suite d'une tentative de médiation ratée en mai 1975, un groupe de grévistes occupe l'usine et exige que l'on trouve une solution à la grève. La Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec (FTQ) organise alors à l'extérieur de l'usine un rassemblement de grande envergure auquel participent 100 000 sympathisants.

À l'arrivée de la police antiémeute de la province, les grévistes tentent de se rendre pacifiquement. Mais même si les grévistes brandissent des drapeaux blancs en signe de capitulation, ils sont battus par les policiers et plusieurs d'entre eux sont gravement blessés. Trente-quatre grévistes subissent un procès et trois sont emprisonnés pendant près de quatre mois.

Finalement, au vingtième mois de la grève, le premier ministre Robert Bourassa propose un règlement qui satisfait l'employeur et que les TUA conviennent de recommander à leurs membres. Le 26 août 1975, les membres de la section locale 510 votent pour l'entente.

Le syndicat obtient la plupart de ses revendications, notamment les heures supplémentaires volontaires, mais il ne réussit pas à convaincre l'employeur d'accepter la formule Rand. En 1977, le gouvernement du Parti Québécois, nouvellement élu, apporte des réformes majeures au Code du travail, y compris la formule Rand et la loi anti-briseurs de grève.

